

4 avril 2015

Assemblée générale du 1^{er} avril du Conseil central du Montréal métropolitain **Le président de la CSN se fait passer un savon magistral**

Les astres ont commencé par bien s'aligner. Sans rapport sur des points routiniers faute de rapporteurs et surtout sans conférencier spécial, député du Sin Fein irlandais, bloqué à Londres, l'ordre du jour en est venu rapidement à l'avant-dernier point : le rapport sur les activités prévues pour le premier mai fait par le président de la CSN en personne. Et ce fut le déchaînement de colère contre le président Jacques Létourneau, difficilement concevable en présence d'un invité de marque, colère que celui-ci avait tenté de désamorcer dans sa présentation et en coulisse avant la réunion. La goutte qui avait fait déborder le vase fut une entrevue du président à Radio-X de Québec la veille, moins sur le fait de donner une entrevue à cette radio-poubelle, ce que fait aussi Amir Khadir comme mentionné par une intervenante, que sur son contenu anti-étudiant. D'autant plus que cette entrevue suivait une autre entrevue problématique à RDI-économie¹ et un article du même acabit dans La Presse². D'entrée de jeu le président eut beau dire qu'il avait contacté la journée même la porte-parole de l'ASSÉ pour ni plus ni moins s'excuser d'avoir commenté les méthodes du mouvement étudiant lors des manifestations et des assemblées, rien n'y fit.

Un président contre les étudiants, contre la grève, pour les patrons et leur message

Ouvrit le bal une militante du cégep de Valleyfield se disant estomaquée de ce corporatisme démobilisant créant un obstacle dans son travail de mobilisation pour la grève. En feu nourri, plusieurs autres intervenants reprisent cette critique. De préciser une militante du cégep du Vieux-Montréal : « *La CSN est hors champ. Vous déconstruisez ce qu'on fait sur le terrain* »³. De conclure un prof du cégep d'Ahuhtsic : « *À RDI-économie, le président était du côté des patrons* ».

Beaucoup ont insisté sur la solidarité avec le mouvement étudiant mise en cause par les propos du président. « *Les étudiants se sentent seuls. Les syndicats sont peu présents* » de dire un chargé de cour de l'UQÀM. De noter un délégué du CHUM, « *quand nous avons bloqué le boulevard René-Lévesque [le matin même], les étudiants sont venus nous appuyer.* » D'ajouter une membre du conseil syndical du Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM), « *Va-t-on les laisser tous seuls?* ». De compléter une dirigeante du syndicat des chargés de cours de l'UQÀM : « *Je n'ai jamais vu l'ombre d'une violence dans la levée des cours.* » D'en déduire un délégué des professeurs de l'UQÀM : « *Il faut aller à Radio-X pour leur parler de notre discours, pour dénoncer le discours de la violence.* »

De là à mettre en cause la stratégie de la CSN contre l'austérité il n'y a qu'un pas qui fut franchi. « *Il y a eu quelque chose le 29 novembre [manif de 100 000 personnes à Montréal, 25 000 à Québec], rien après* » (chargée de cour, UQÀM). « *On a questionné le "pas de grève avant l'automne". C'est très démobilisant. J'ai l'impression que pour les négos, on veut régler à l'automne ou avant. Il faut revenir à la lutte contre l'austérité, aller chercher un mandat de grève pour le premier mai. Une grève d'un jour est un risque mesuré* » (membre du conseil syndical). « *La grève illégale? On est la CSN. Souvenons-nous de [la grève de l'amiante] de Thedford Mines⁴ [où est né le président de la CSN]* » (CHUM). « *À quand la prochaine action? Il faut un momentum.* » (CSSS-Jeanne-Mance).

Cette critique de la stratégie se combinait avec celle du message. « *Il faudrait une plate-forme de*

1 Voir mon site web, [La locomotive étudiante laissera-t-elle le convoi syndical en gare?](#), 25/02/14

2 Voir mon site web, [Le début du commencement d'un nouveau printemps érable?](#), 21/03/15

3 Les citations sont basées sur mes notes sans avoir été vérifiées.

4 Wikipédia francophone, [Grève de l'amiante](#)

revendications⁵. *Si c'est pour défoncer le gouvernement, il faudrait le dire* » (cégep John-Abbott). « *Il faut employer le bon vocabulaire, parler de classe ouvrière pas de classe moyenne. Reproduire la liste de Printemps 2015 sur notre site* » (construction). « *Dans nos manifs, il y a trop de banderoles, il manque des messages* » (CSSS-Jeanne-Mance). « *Il y a un problème de communications. La bataille de l'opinion publique n'est pas gagnée. Pourquoi pas une campagne d'affichage?* » (Chargé de cours, UQÀM). Last but not least : « *Pourquoi la CSN n'a-t-elle pas sa propre radio?* » (autre membre du conseil syndical).

Du président de la CSN, on attend autre chose. Dans les deux occasions où il est intervenu au cours du débat, il s'est blindé tout en tentant de noyer le poisson sur des fausses pistes comme la pertinence d'aller à Radio-X, ce que personne ne lui reprochait tout n'en signalant le danger, et en se plaignant sur son sort qui serait le lot de tous les présidents de la CSN. En prime, il a défendu la collaboration patronale-syndicale au nom du développement et des comités paritaires. De lui répondre un prof du cégep Maisonneuve : « *J'aurai aimé avoir des excuses, un engagement à ne plus commenter [publiquement] les luttes des autres.* » De lui dire une déléguée du Vieux-Montréal : Avec des excuses privées, « *rien n'est rétabli sur le plan public* ». Et un prof de l'UQÀM : « *Venez dans les manifs, écoutez la critique.* »

Le vieux truc éculé de blâmer la base

Au pied du mur, le président, appuyé par un collègue de l'exécutif de la centrale, a fini par utiliser le truc éculé de tous les bureaucrates : blâmer la base⁶. À des réunions en juin, en janvier et en février, il n'y aurait pas eu beaucoup de monde qui voulait foncer et agir ensemble. Chacun a son plan d'action. La CSN a mis plus d'un million de dollars dans la lutte contre l'austérité. Il faut convaincre nos membres. On soutient les étudiants. On est rendu là où on est. On appuie les syndicats qui vont en grève sociale. La réponse est venue du délégué du syndicat du CSSS-Jeanne-Mance, peut-être le plus mobilisé de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS) à Montréal avec celui du CHUM, les deux ensemble, avec les étudiants, ayant manifesté le matin de la réunion : « *On a besoin d'un leadership. Autrement, on se sent isolé. [Le mot d'ordre] de grève sociale doit aussi venir d'en haut.* »

Dans la liste des « *événements à venir* » de la direction du CCMM imprimée à même l'ordre du jour figuraient quatre dates... mais pas celle de la grande manifestation étudiante prévue pour le lendemain, le deux avril. Évidemment, dans le contexte survolté de la réunion, un appel verbal fut fait et on vit le lendemain une minuscule délégation de la CSN. Pourtant 75 000 personnes, très largement étudiantes, grâce principalement aux 135 000 qui étaient en grève ce jour-là, ont pris part à la manifestation. On image facilement comment cette manif aurait pu rejoindre les niveaux de celles du Printemps érable si les directions syndicale, et même celles populaires et Solidaire⁷, avaient mobilisé à fond au lieu de se rallier à la dernière minute avec un minimum de mobilisation pour sauver la face.

La CSN, tout comme le Front commun, est décidément très loin d'un appel à la grève sociale. Quand, cependant, c'est le temps de faire passer une mauvaise entente, comme durant l'été

5 Une plate-forme fiscale étudiante existe venant de la Coalition mains rouges même si le Front commun n'en parle pas. Même Radio-Canada le reconnaît ([Austérité : les propositions des étudiants sous la loupe](#), 2/04/15)

6 La palme d'or en procès de la base revient toutefois Carolle Dubé, porte-parole du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP), la troisième composante du Front commun : « "Il n'y a pas une grande culture de grève dans le secteur public, a mentionné Carolle Dubé. C'est certain qu'on a un travail d'éducation [à faire]." » (Robert Dutrisac, [Pas de grève imminente dans le secteur public](#), Le Devoir, 1/04/15)

7 La direction de Québec solidaire n'a lancé un appel à la mobilisation que trois jours avant l'événement et encore seulement à ses membres par son info-lettre et non au grand public par son site web et encore moins par une intervention de ses porte-parole. Elle préfère inviter le ministre de l'éducation à « *ouvrir le dialogue* » et en appelle « *au bon jugement des recteurs* »! (communiqué du 1/04/15)

2010, la direction sait faire preuve d'initiative et déployer une remarquable énergie à coups de brochures sur papier glacé et de tournées de la permanence. Au sein de la FSSS, seulement quelques aguerries directions de grands syndicats locaux avaient pu résister à ce blitzkrieg en faisant leur propre analyse les conduisant à un clair rejet de cette offre pourrie. On peut alors comprendre pourquoi quand on daigne les consulter pour un plan de lutte ou des revendications, les directions locales et régionales font preuve de la plus grande réserve n'ayant guère confiance dans cette direction qui les laisse systématiquement tomber « la brise étant venue ».

Miser sur cette contestation bureaucratique réussie mais qui reste spontanée

Cet événement rare au CCMM-CSN, m'a-t-on dit, pourrait rester une séance de défoulement sans lendemain d'autant plus que sa base d'appui est à première vue limitée. Les militantes qui sont intervenues, car c'était surtout des militantes mais pas de façon disproportionnée, venaient presque exclusivement du secteur public et parmi lui des syndicats de professeurs post-secondaires. Rien de plus normal étant donné le lien avec la lutte étudiante, d'autant plus que les profs du secondaire et du primaire ne font pas partie de la CSN, et que la loi des services essentiels pèse lourd dans la santé et les services sociaux (et que de toute façon ces services à maintenir en temps de grève sont un enjeu réel)⁸.

Cette victoire anti-bureaucratique, car il s'agit bien de cela, se consolidera que si ses protagonistes, présents ce soir-là et d'autres, se consolident aussi en organisation oppositionnelle structurée par une orientation, une plate-forme, une méthode et une pratique. Offensive syndicale pourrait-elle être encore ce lieu? Elle organise ce mercredi un panel où parlera probablement un délégué du syndicat des professeurs du cégep de Sherbrooke, un des premiers à avoir voté une grève pour le premier mai⁹. Ce pourrait être l'occasion qui fait le larron même si l'événement n'est pas prévu pour ça. Autrement, ça pourrait partir de groupes informels pré-existants. Quant à un branlement de combat pour organiser et mobiliser dans le sens d'une grève sociale les syndiqués de Québec solidaire, il va falloir attendre que les poules aient des dents.

Le but est d'envahir cette brèche afin que la démocratie syndicale l'emporte sur la bureaucratie syndicale, l'enjeu immédiat en étant l'organisation d'une grande grève sociale du premier mai et, qui sais, au-delà, conjointement avec le mouvement étudiant et populaire. Après c'est à voir. L'essentiel de la révolution démocratique au sein des syndicats passe fondamentalement par l'hégémonie des assemblées générales locales ce qui n'est pas la mer à boire là où il y a des équipes dirigeantes de bonne volonté, ce qui n'est pas si rare. Mais comme le laisse entendre le délégué du CSSS-Jeanne-Mance, elles sont laissées à elles-mêmes écrasées par l'appareil bureaucratique super contrôlant prenant en otage des permanents souvent eux aussi de bonne volonté mais prisonniers d'un rapport patronal¹⁰ qui les transforme en outils de la bureaucratie de bon ou mauvais gré.

La fin de la réunion de la CCMM a laissé voir une petite dose de ce qu'est ce fonctionnement bureaucratique. Comme d'habitude, le long débat sur le premier mai était encadré par une résolution de la direction du CCMM complètement ignorée par les intervenants mais mécaniquement votée à la fin. C'est à ce moment-là qu'un membre du conseil syndical,

8 L'idée de la « grève inversée » semble pour l'instant être disparue du décor.

9 Une assemblée publique d'offensive syndicale aura lieu le 8 avril prochain à 18 h au Cégep de Maisonneuve. Le thème de la rencontre est : la grève, un moyen de lutte contre l'Austérité? L'assemblée débutera par un panel, d'une heure, composé de trois intervenant-e-s. Les perspectives de lutte politique dans les milieux syndicaux seront explorées par Xavier Lafrance, ensuite nous définirons les limites légales du droit de grève avec Laurence-Léa Fontaine, pour finalement discuter de l'appel à la grève sociale du syndicat des profs du cégep de Sherbrooke (SPECS-CSN — présence à confirmer) pour le 1er mai 2015. Malheureusement la salle n'est pas spécifiée.

10 Le syndicat des travailleuses et travailleurs de la CSN vient de conclure ses négociations qui ont duré huit mois et qui ont été ponctuées de moyens de pression comme du piquetage et une occupation du siège social... ce qui a conduit la CSN à demander un conciliateur auprès du Ministère du travail!

responsable à la jeunesse, a voulu présenter une résolution complémentaire enjoignant le CCMM à se joindre à la traditionnelle manifestation anti-capitaliste le soir du premier mai. Ce fut la commotion de la part de la présidente de l'assemblée aussi présidente du CCMM, cumul de fonctions démocratiquement discutable. N'eut été un délégué du cégep Maisonneuve lui rappelant que sa décision de refus de cette motion pouvait être contestée par l'assemblée, ce qui fut finalement fait avec succès, la motion n'aurait jamais été votée à la quasi unanimité une fois amendée (et atténuée) en transformant l'obligation en invitation aux syndicats membres. La pratique banale des débats en plénières, avec annonce de présentation de résolutions dans un temps subséquent prévu suffisamment long, semble inconnue dans les assemblées générales d'une des instances réputées les plus à gauche du mouvement syndical.

Reste que le plan du premier mai demeure sans appel à la grève de 24 heures tout en admettant la prise en compte de votes locaux à cet effet. La substantifique moelle du plan CSN c'est la décentralisation tant dans les régions que dans les syndicats locaux. Chacun se débrouille comme il peut. Au CCMM, il y aura des perturbations mobilisant la couche militante et, pour toutes et tous, une invitation à faire un piquetage intersyndical à l'heure du midi sur les lieux de travail... auquel n'a pas consenti la FIQ, où prédominent les infirmières, tout comme elle a refusé de faire partie du Front commun. Ah! Le sectarisme des professionnels comptant sur une sympathie particulière du public.

Pourtant il y a urgence comme l'ont montré les interventions très senties d'une part d'un membre de l'Association professionnelle du personnel administratif de la Commission scolaire de Montréal, qui vient de perdre son emploi et a promis d'amener « *bien du monde* » et, d'autre part, de cet employé aux cuisines du CHUM dénonçant la bouffe pas mangeable qu'il doit concocter et du ménage qui n'est pas fait sauf quand vient l'inspecteur dont la venue est connue d'avance. De souligner celui-ci : « *Ça fait dix ans qu'on perd. Un syndicat ça sert à quoi? Il y a trop de décalage entre le discours et la colère.* » Le dernier mot du dernier intervenant à ce débat a été : « *Il est légitime d'être en colère.* »

Marc Bonhomme, 4 avril 2015

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca